

La Nation

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Journal vaudois

Ecologie, que peut dire l'Église ?

Le Synode de mars de l'Église évangélique réformée du Canton de Vaud a empoigné le dossier de la « transition écologique ». C'est heureux. L'Église est certainement mieux placée que quiconque pour parler d'une façon équilibrée de la création et de son Créateur. Il faut juste qu'elle évite de vouloir agir et communiquer dans l'immédiat sous la pression du sentiment d'urgence, voire de panique, que les proclimatifs diffusent.

L'Église passe à côté de sa tâche si elle se contente d'établir une liste des comportements bons et mauvais pour la planète, une morale écologique agrémentée de quelques conseils pratiques, en d'autres termes si elle reprend simplement à son compte ce que disent déjà tous les politiciens verts, les médias scientifiques et les Nobel médiatiques, les jeunes climatiques et les « grands-parents pour le climat ».

Il faut aller plus loin. Qu'est-ce que l'Église a de spécifique à dire sur le sujet? Quelle lumière particulière jette-t-elle sur le statut de l'homme dans la création? Nous proposons quelques pistes de réflexion.

L'approche rationaliste et prométhéenne qui donne le ton en Europe depuis quatre siècles postule que l'univers est à la libre disposition de l'*homo faber*. Il a le droit d'en prendre ce qu'il en veut, de le modeler et remodeler à sa guise, de le vendre, de le démolir, de le bouleverser jusque dans ses particules élémentaires et ses structures les plus intimes. Il ne

respecte pas d'autres règles que celles qu'il se fixe au gré de ses besoins.

Cette maîtrise théoriquement illimitée du monde est symbolisée par les perspectives du transhumanisme, une espèce d'idéologie scientiste qui se présente comme une synthèse des avancées en informatique, robotique, chimie, biologie, neurosciences et génétique. La révolution transhumaniste annonce un homme augmenté, plus fort et plus beau, débarrassé des souffrances, de la pauvreté, des guerres, des maladies et de la mort, un avatar moderne des dieux grecs ou romains, résidant dans une Olympie humaine que préfigure assez bien la station spatiale aseptisée du film « Elysium », de Neill Blomkamp.

Face à la conquête technicienne, l'Église rappelle que l'homme, même si son Créateur l'a fait « presque semblable à un dieu », comme le dit le psaume 8, n'est jamais qu'un gérant. Rien ne lui appartient. Sa vocation est certes de diriger le monde, mais c'est pour le mettre en valeur. Il est censé rendre compte de sa gestion auprès du Créateur.

Il n'y a pas de critère interne précis qui permettrait de dire qu'à partir de telle limite l'usage d'une technique est intrinsèquement mauvais. Les dégâts surviennent quand l'homme, oubliant sa place médiane, se prend pour un dieu et prétend déterminer lui-même, et à son profit exclusif, les finalités du monde créé. Ils surviennent aussi

quand l'homme, pressé par la vanité, la concurrence ou l'appât du gain, met ses découvertes sur le marché sans contrôler suffisamment leur stabilité, leur absence de risques à long terme et leur cohérence avec la réalité existante. Ce manque de prudence et de mesure, parfois constaté, parfois soupçonné, engendre une crainte diffuse à l'égard des nouveautés, comme on le voit avec les éoliennes ou le passage à la « 5 G ».

Face aux dommages collatéraux – et parfois centraux – de cette recherche obsessionnelle de puissance, face à ce fait que nos maîtrises sectorielles s'accompagnent d'une perte croissante de la maîtrise globale, la réaction écologique vise à calmer le jeu et à remettre les choses à leur place, celle de la nature – de la planète – étant au centre. L'homme est un prédateur déséquilibré qui a outrepassé toutes les limites, y compris celles de sa propre nature: sa puissance même le déséquilibre et le pervertit. Il est vital de réimmerger ce soi-disant demiurge dans l'ensemble organique que constitue la planète, de purifier tout ce qu'il a pollué et de refaire les liens de tout genre qu'il a brisés. Il faut l'empêcher de nuire plus longtemps, et le contraindre par tous les moyens, même et surtout légaux, à rester à sa place. L'homme de Descartes, que la science devait rendre « maître et possesseur de la nature », l'écologie veut en faire un serviteur humble et respectueux de cette nature.

Plus d'un écologiste voit dans les premiers chapitres de la Bible le fondement des abus techniciens. Le vingt-huitième verset du premier chapitre de la Genèse, par exemple, *Remplissez la terre, et l'assujettissez; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre*, semble confirmer cette accusation. Mais si ce verset place l'homme très haut, le Tout-Puissant est encore infiniment plus haut. Les proportions sont donc conservées, les limites sont fixées et les relations entre le Créateur, l'homme et la création, équilibrées.

Une petite nièce, qui avait marché pour le climat et à qui j'objectais qu'elle et ses semblables en prenaient à leur aise avec la liberté individuelle, me rembarra d'une réponse aussi définitive qu'instantanée: « Liberté... de polluer!... » Je n'ai pas eu la présence d'esprit de lui répondre « ...ou de ne pas polluer », réservant ainsi,

pour la suite de la discussion, cet élément essentiel de la condition humaine qu'est la liberté de choix.

S'il n'y a plus de liberté, il n'y a plus non plus de personnes aptes à juger ce qui est bien et ce qui est mal et à se déterminer d'après leur jugement. Il y a juste une masse d'individus qui fonctionnent selon des règles exhaustives minutieusement établies par le pouvoir. Est-ce vraiment ce que les grévistes veulent? Sur ce point aussi, l'Église a quelque chose à dire, notamment parce que la liberté est un aspect de l'image de Dieu en l'homme.

Pour le chrétien, qui professe la distinction du temporel et du spirituel, la nature n'est pas sacrée. Chacune de ses innombrables parties peut être utilisée, cultivée et transformée pour satisfaire à tel besoin humain. Il n'en reste pas moins que le Créateur est, d'une certaine manière, au cœur de chaque réalité, si petite ou contingente soit-elle. Sa présence conserve la création dans l'être. C'est cette présence qui requiert le respect de l'être humain pour la nature. Le moindre brin d'herbe a une raison d'être, un sens que l'homme est chargé de mettre en valeur, dans une collaboration gratifiante avec le Créateur.

L'Église a encore beaucoup à dire sur le fait que, derrière la réaction écologique, se profile une sorte de religion de la Terre et de la Nature, avec une branche antisépéciste, aux yeux de laquelle l'homme n'est qu'un animal parmi d'autres, et une autre, animiste, pour laquelle tout est sacré et intouchable, où non seulement les animaux mais aussi les plantes, les rivières et les montagnes ont des droits qu'il faut introduire dans le Code civil et défendre devant les tribunaux. Dans cette perspective, le message biblique, de la Genèse à l'Apocalypse, du sacrifice du Christ à son retour sur terre, tout devient incompréhensible. Savoir comment réorienter cette religiosité païenne et sans transcendance doit être une des préoccupations majeures de l'Église.

Cela dit, il est loisible au chrétien de « changer de posture » voire de « paradigme », d'évacuer le plastique de son quotidien, de consommer « local », de se contraindre à la frugalité, de réduire son « empreinte carbone », de recycler ce qui peut l'être, de pratiquer la « mobilité douce », d'utiliser des toilettes sèches et de faire un compost au fond du jardin. Mais c'est en plus.

Olivier Delacrétaz

La mort d'Auguste

Les historiens vaudois et les Moudonnais pleurent la mort de M. Gilbert Kaenel, dit Auguste, parti trop tôt à l'âge de 70 ans.

Directeur du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire durant trente ans, M. Kaenel avait repris avec quelques collègues la responsabilité des Cahiers d'archéologie romande, collection fondée en 1974 par M^c Colin Martin.

Nous avons eu le privilège de côtoyer M. Kaenel durant plusieurs années au comité de la Société Académique Vaudoise, au sein duquel il était l'infatigable rapporteur sur les demandes de subsides de publications, toujours avec érudition et modestie.

Entre autres publications, M. Kaenel a rédigé le premier chapitre du livre

Histoire vaudoise, consacré à la préhistoire du Pays de Vaud et à ses différents sites archéologiques, du mammoth du Brassus aux découvertes récentes du Mormont.

Malgré la neige, l'église Saint-Etienne de Moudon était archipleine le 26 février dernier, pour rendre un dernier hommage à M. Kaenel, dont le faire-part portait en exergue cette magnifique définition du Vaudois:

C'est une forme d'épaisseur feinte, de lourdeur qui cache une finesse insondable, une subtilité incroyable teintée de malice et d'ironie.

Pas de doute, Auguste était un vrai Vaudois!

A. Rochat

Survivalisme bobo

En Amérique du Nord, les groupes *survivalistes* se retirent dans quelque campagne perdue où ils entassent vivres, réserves d'eau, médicaments, armes et munitions, afin de se prémunir contre un effondrement de la civilisation. Leurs membres ne sont pas des agneaux, les journalistes les rangent à l'extrême-droite.

Comme nous essayons de comprendre les idées-clefs de la « vague verte », un roman *post-effondriste* de la Neuchâteloise Antoinette Rychner a retenu notre attention. *Après le monde* raconte l'histoire de *bourgeois bohèmes* devenus survivalistes malgré eux.

Antoinette Rychner, née en 1979, auteur de pièces de théâtre et mère de famille, a imaginé les événements narrés dans son livre après avoir lu Pablo Servigne, chef de file des *effondristes* français. A la suite d'une catastrophe survenue en 2022, deux amies, Christelle et Barbara, rédigent un compte-rendu des événements sous forme d'*épopée*, afin de *digérer le passé* et *concevoir les épreuves à venir*. Elles organisent des récitations publiques; Barbara lit les versets tandis que Christelle les psalmodie après les avoir appris par cœur.

Le livre comporte neuf chants narrés par un *nous* féminin pluriel (les

hommes sont compris dans ce *nous*...) et vingt sections dont les titres portent des prénoms de femmes. Les rares personnages masculins, dont Olivier (mari de Christelle), Maël (fils de Barbara) et Bauer, militant des *Frères Helvètes*, ne brillent pas par leur intelligence.

Le lecteur se laisse prendre aux péripéties, impatient de connaître le futur de l'humanité et le sort des deux *bardesses*. Quant au contenu idéologique de l'ouvrage il n'est pas négligeable. L'écoféminisme et le convivialisme sont les piliers d'une renaissance possible au-delà de la barbarie. Antoinette Rychner frise le roman à thèse, mais une légère ironie et un goût pour les paysages neuchâtelois l'en préservent.

Le premier chant est consacré au passé récent (2018-2022). Les deux *bourgeois bohèmes* « sensibilisés » à l'écologie et socialement « conscientisés » participaient à la dévastation du monde en consommant, mais *l'anxiété les gagnait*. *Nous ne croyions pas ce que nous savions*, disent-elles, passives face à la biodiversité en berne, aux canicules, aux inondations, à

Les utopies ont engendré des malheurs inouïs, sans jamais nous délivrer du mal.

l'effet de serre, aux ressources finies... Et pourtant *elles votaient à gauche*, pratiquaient le *yoga* et le *lâcher prise*, tâtaient du *véganisme* et de la *pleine conscience*, condamnaient l'extrême-droite, les murs aux frontières, le commerce des armes et signaient huit à douze pétitions par semaine. *Nous ne baptisons pas nos enfants, nous ne croyions pas en Dieu bien qu'imprégnées de culture chrétienne*. Heureusement, elles savaient *organiser des brunchs* pour trouver du réconfort.

En 2022, un ouragan balaie la baie de San Francisco. 60'000 personnes meurent; des assurances font faillite. La crise s'étend au monde entier; les chaînes d'approvisionnement se rompent, les supermarchés se vident. En 2023 et 2024 alternent des phases de sauvagerie et de retour à l'ordre. Les gens se rassemblent par quartier, par famille, par ethnie. Barbara, Christelle et son mari Olivier fuient en Roumanie, puis reviennent dans le Jura neuchâtelois où La Chaux-de-Fonds est divisée en six « ménages » de 500 personnes. Les autorités politiques ont failli; certains territoires sont tenus par une milice identitaire, les Frères Helvètes. Des communautés se forment aussi sur la base de *valeurs* partagées, l'égalité, l'entraide, le don. Les bricoleurs, plus utiles que les anciens employés de bureau, y jouent un rôle en vue. La division du travail n'existe presque plus, la polyvalence est valorisée. Un sursaut de vitalité accroît le nombre des naissances.

Cependant le climat se dérègle toujours plus. Des luttes entre identitaires et communautés conviviales éclatent. Les anciennes élites capitalistes et les migrants servent de boucs-émissaires.

Vers 2030, certaines communautés survivent presque agréablement avec les moyens du bord. *Nous avions fait marche arrière vers un passé nouveau*, disent les *bardesses*, *nous avions gagné au change, nous acceptons la finitude humaine*. L'abondance exceptionnelle des années 2010 et *l'indécent confort* ne pouvaient durer. La médecine, privée de son appareillage technique, s'humanise; elle ne guérit pas toujours, mais soigne et apaise. L'espérance de vie est de cinquante ans. On se questionne, on débat, *c'est mieux maintenant*. Le féminin pluriel ne choque même plus les hommes...

Mais le mal insiste. Les rivalités féminines perdurent. Le « virilisme » à l'ancienne pose problème. Il est à la fois désapprouvé et utile. Le mari de Christelle s'est senti méprisé par sa femme parce qu'il a perdu une bagarre pour une paire de bottes. Désireux de regagner l'estime de Christelle, il tue un vieillard et lui vole un sac de pommes de terre. Les intellectuels sont toujours mal à l'aise avec les manuels. Faut-il accepter dans les communautés égalitaires les personnes n'en partageant pas les *valeurs*? Que faire des populistes et des identitaires? Léna, juge et lesbienne, se souvient avoir condamné en 2020 des émigrés du Niger qui avaient molesté un couple d'homosexuels âgés. Celui-ci offensait Allah en s'embrassant en public. En

2030, elle bannit quatre Frères Helvètes racistes, dont le fils de Barbara, lui-même métis, qui ont tué des Erythréens. Ces deux situations la bouleversent. L'antiracisme excuse-t-il l'homophobie? La justice et l'hospitalité s'excluent-elles?

Rayhana, femme médecin, opère Jana, fille de Christelle et d'Olivier, d'une appendicite tournant en péritonite. Elle échoue, la petite meurt. Il n'y a plus de religion et les valeurs humanistes semblent tout à coup dérisoires aux yeux de Rayhana. Elle en appelle au *Grand Tout*, invente un rituel funéraire - comme si les rites pouvaient s'inventer - mais ce bricolage religieux n'apaise guère les parents.

18 ans après le décès de Jana, en 2049, c'est l'effroi. En Carélie du Nord, des esclaves démontent la carcasse d'un paquebot pour récupérer ce qui est utilisable. Christelle trouve la mort sur ce chantier après qu'une bande a massacré Barbara seule dans une cabane. L'*Epopée* des deux *bardesses* s'est transmise bien que les feuillets aient été déchirés et brûlés. Une Chinoise et une Finlandaise poursuivent l'oeuvre.

L'avant-dernier chapitre transcrit le *chant pour tenir*, témoignage d'espoir, sorte de programme philosophico-utopique: *Nous avons besoin de justice et de bien commun. La collaboration remplacera la concurrence. Nos destins s'enlacent à nouveau à celles qui nous entourent: nos proches et nos amies, mais aussi l'ensemble de nos consœurs humaines*. La critique du progrès technique est prônée. La lutte contre toutes les formes d'exclusion sera menée. *Grâce à la culture démocratique de l'altérité, nous saurons en finir avec le désir infantile de devenir riche, célèbre ou puissante [...] nous saurons préserver nos rapports hommes-femmes afin d'empêcher le retour de toute domination [...]. Nous mourrons dans l'espérance de laisser [...] un patrimoine fertile, une Terre habitable, [...] des enfants soignés de notre narcissisme, de notre orgueil et de notre ignorance*.

Rien de nouveau ou presque sous le soleil brûlant du réchauffement climatique: liberté, égalité, *sororité*. Mais la résurrection du bien commun et la lutte contre les pulsions nihilistes ont de quoi plaire, de même que la critique de l'emballage progressiste, le désir de transmettre et le souci du lieu de vie.

Grâce à une imagination informée et une ambivalence revendiquée - les gentils de l'histoire ne sont pas parfaits - Antoinette Rychner dépeint notre monde fragile et saturé d'objets, où les nécessités de la survie réduiraient les nations et la politique à presque rien.

L'auteur accueille ceux qui frappent à la porte: la femme, l'homosexuel, le migrant, le militant avide d'entraide, mais que deviendront les hommes pleins de testostérone, les Blancs, les vieux, les hétérosexuels, les chrétiens? Les ennemis de naguère auront-ils une place dans ce monde meilleur? Faudra-t-il un effondrement total pour parvenir à cette utopie? Ce serait cher payé.

Au cours des siècles, les utopies ont engendré des malheurs inouïs, sans jamais nous délivrer du mal.

Jacques Perrin

Parasite

Bien que les ragots et autres discussions empreintes de crainte gravitent désormais autour du coronavirus, il y a quelques semaines encore les cinéphiles échangeaient maladivement autour d'un tout autre phénomène asiatique, j'ai nommé: *Parasite*.

Le thriller social de Bong Joon-Ho s'est empressé d'infecter tous les prestigieux événements célébrant le 7^e art. Ici, aucune nécessité de faire appel aux médecins-légistes, seuls les trophées et statuettes dorées ont été concernés. Mais, au-delà de l'épidémie médiatique qu'a provoqué *Parasite*, que pouvons-nous tirer de ce film?

La lutte des classes est un sujet cher au réalisateur sud-coréen, on le retrouve dans ses différents longs-métrages. *Parasite* ne s'arrête cependant pas à cela et présente la perspective de Bong Joon-Ho à l'égard du capitalisme.

L'oeuvre dystopique retrace le parcours de la famille Kim, extrêmement pauvre, qui réussit par la ruse et l'audace à tirer profit du niveau de vie de la famille Park, en remplaçant leur personnel de maison.

Le film brille tout d'abord par ses qualités techniques. Scripts, rythme, lumière, composition, cadrage, usage de plans à répétition, décors, etc. L'ensemble est subtil, mais organisé d'une main de maître. Le film est porté par une bande-son originale en totale adéquation avec l'ambiance générale. Relevons que Haendel y fait même une petite apparition.

En ce qui concerne le fond, on constatera que la vision du réalisateur est à certains égards étriquée. Les riches sont très riches, les pauvres sont très pauvres. La lutte des classes est dualiste et la fortune des plus chanceux n'a

d'égal que leur superficialité. Les Park font preuve d'une naïveté exaspérante et leur cocon de confort ne fait que les éloigner de la réalité, parfois difficile.

Si la présentation des Park témoigne d'une certaine lourdeur, celle des Kim est quant à elle plus riche (sans mauvais jeu de mots). Ils ne sont pas simplement opprimés par le système ou empêchés de donner un sens à leur vie. Ils sont rusés et n'hésitent pas à sacrifier leurs congénères. Peu scrupuleux, ils iront jusqu'à prendre des risques inconsidérés pour atteindre leurs objectifs. Pire encore, ils adopteront très vite le caractère hautain des « riches » en quittant leur milieu social initial.

Au terme de leur périple, les protagonistes payent les conséquences de leur course sans fin, toujours en vue de l'appât du gain. Bien que le film ne matérialise pas physiquement la figure du « méchant », les personnages ne peuvent que retomber de l'illusoire nuage de bonheur que leur procure le capitalisme. Seule solution, sortir du « système ». L'individu devient alors un parasite. Il ne vit qu'aux dépens des autres, sans prendre part à cette utopique course. Hors de toute vie sociale, il se complaît dans sa médiocrité.

Que l'on soit d'accord ou non avec le propos de ce film, le long-métrage sud-coréen convainc par ses traits techniques, sa trame narrative ainsi que par ses différents niveaux de lecture. Si une escapade en Asie vous tente, il existe un remède pour les plus désireux devant prendre leur mal en patience eu égard à la situation. Le charme de *Parasite* est cependant peut-être plus contagieux que son homologue chinois.

Simon Laufer

Solidarité face à l'épidémie

Il n'est pas dans les habitudes de notre journal de demander que l'Etat distribue sa manne. Mais le cas du coronavirus est exceptionnel. Les mesures de prophylaxie que l'autorité décrète ou recommande, ainsi que les comportements adoptés spontanément par la population, paralysent certaines activités et mettent en péril la situation financière de certaines personnes et la survie de diverses entreprises. C'est manifestement le cas pour les organisateurs d'événements sportifs, culturels, commerciaux d'une certaine envergure, qui ont dû être supprimés ou que le public déserte, et pour leurs fournisseurs. La crise pourrait aussi

concerner le secteur du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, des transports en commun, d'autres encore. Le choc pourrait être si rude que la faillite de traiteurs, d'agences de «l'événementiel», de salons, de clubs sportifs ne serait pas exclue, de même qu'un désastre personnel peut menacer certains artistes ou techniciens de la scène, s'ils sont indépendants: pas de spectacle, pas de cachet.

Le risque normal de l'entreprise suppose que celle-ci supporte une baisse d'activité, même assez importante: l'annulation de certaines commandes, la suppression d'un ou deux matches font partie des aléas de la vie commerciale. Mais

si l'absence de recettes est totale, ou quasi, et dure des semaines, voire des mois, faute de clients, de personnel ou de fournitures, c'est autre chose. La catastrophe qui menace d'aucuns a ceci d'extraordinaire que le phénomène est imprévisible, massif, et frappe très inégalement les acteurs de l'économie, sans aucune faute de la part des victimes. La question d'une action de solidarité publique se pose donc légitimement; nous y répondons positivement, à titre exceptionnel et sans que cela préjuge d'autres situations de panne des affaires.

Pour l'instant, les autorités ne s'engagent guère dans cette voie (ces lignes sont écrites lundi 9 mars). La Confédération a commencé par refuser de l'envisager; les discours s'est ensuite quelque peu assoupli, mais sans perspectives concrètes. L'Etat de Vaud est dans l'expectative. On peut comprendre cette attitude vu la nouveauté du problème, la difficulté de le cerner, la crainte d'ouvrir les vannes, les obstacles juridiques aussi.

En effet, dans l'appareil légal, rien n'habilite les pouvoirs publics à offrir leur aide. La Confédération, à première vue, n'a aucune compétence constitutionnelle à cet égard. Le Canton, souverain, est en mesure d'agir en théorie, mais aucun dispositif ne fixe le cadre et les conditions d'une intervention de secours. Il faut donc recourir au droit d'urgence. Pour la Confédération, si on estime judicieux qu'elle intervienne à propos de manifestations d'importance pour toute la Suisse ou pour soutenir une branche économique dans son ensemble, c'est à l'article 165 alinéa 3 de la Constitution fédérale qu'il faut se référer; cette disposition, introduite après la Deuxième guerre mondiale par la Ligue vaudoise grâce au succès d'une initiative populaire, prévoit

qu'une législation d'urgence dénuée de base constitutionnelle peut être adoptée par les deux conseils à la majorité de leurs membres, mais doit être limitée dans le temps et soumise au peuple et aux cantons dans l'année sous peine de caducité. Pour le Canton, l'article 125 de la Constitution dispose que le Conseil d'Etat peut, sans base légale, prendre toutes les mesures nécessaires pour parer à de graves menaces ou à d'autres situations d'exception; ces mesures doivent être ensuite ratifiées par le Grand Conseil.

La Confédération et l'Etat de Vaud sont en bonne condition financière. Il leur est donc parfaitement possible de créer, chacun pour sa part, un fonds de solidarité; des finances saines doivent justement permettre d'affronter les coups durs. L'aide ne doit être allouée que si la relation de causalité est établie entre l'épidémie et les pertes, si ces pertes nettes dépassent un certain seuil, si le bénéficiaire a pris toutes mesures utiles pour limiter le dommage (chômage partiel compris); des avances doivent être possibles en attendant l'examen définitif de la demande, car les créanciers n'attendent pas forcément; les décisions doivent être prises sans voie de recours, sauf arbitraire.

La mise au point ne sera pas simple, mais mieux vaut agir rapidement en mettant en place un dispositif imparfait que de viser longuement à tout régler à la perfection en laissant les gens dans la panade. Les pouvoirs publics, et l'Etat de Vaud en premier, qu'on sait capables d'agir pesamment, doivent montrer cette fois qu'ils savent aussi faire vite. S'ils s'en font un point d'honneur, le pays saluera leur mérite; sinon, des désastres et des rancœurs sont programmés.

Jean-François Cavin

Quand l'histoire frappe à la porte

Le 25 juin 1940, Marcel-Pilet Golaz s'interrogeait lui-même sur les ondes de Radio-Lausanne: «Le Conseil fédéral n'avait-il donc rien à dire en présence des événements qui se déroulaient comme un film tragique sur l'écran du Monde?» La comparaison avec l'écran de cinéma était particulièrement pertinente. En juin 1940, la Suisse n'avait pas connu le sort de ses voisins. Elle n'allait jamais le connaître. Nous avons probablement, depuis avant 1940 déjà, pris l'habitude d'observer les soubresauts du monde avec la distance du spectateur, distribuant les points aux acteurs.

Durant la Guerre froide, la gauche a solidement participé de cet aveuglement. Les «affaires» de la fin des années 1980, P-26 ou fiches de la Police fédérale, lui avaient permis de tourner en bourrique l'armée et ses colonels. Se préparer à la crise relevait de la perte d'énergie, sinon de la bêtise militariste. L'ambiance a duré jusqu'à aujourd'hui. Ces colonnes ont souvent dénoncé les articles et reportages hostiles et méprisants à l'égard de ces mesures de prévention. La moquerie ridicule est, à la longue, plus efficace que n'importe quelle critique argumentée. On ne rappellera jamais assez combien nos journalistes s'étaient gaussés, en 2014, des réserves d'eau et de nourriture que le Commandant de corps Blattmann, alors Chef de l'Armée, disait faire dans sa cave.

Lundi dernier, je suis allé faire des courses. En bon trentenaire lausannois sans enfants, je ne suis pas très prévoyant dans la gestion de mes flux logistiques. Je connais les horaires d'ouverture de certains bars du centre-ville, mais toujours pas l'emplacement des *röstis* au supermarché de mon quartier. En bref, je ne suis pas l'archétype du survivaliste. Et je ne suis pas le seul.

Lundi dernier, le rayon des pâtes était aux deux-tiers vide. Il n'y avait presque plus d'huile. Bien que je m'y attendisse en entrant dans le supermarché, vivre cela pour la première fois de sa vie procurait une impression très étrange. «Comme un film tragique...» disait Pilet-Golaz. Mais soudain, le film se joue à la Coop Caroline. Le méchant s'appelle Coronavirus.

En plus de cela, les solutions hydroalcooliques sont en rupture de stock et le CHUV a dû mettre ses masques sous clefs, des vols ayant déjà eu lieu. En dépit de ces relatifs accès de panique, les Vaudois se conforment aux directives de leurs autorités. Quoique les habitudes soient fortes, ils renoncent petit à petit à se serrer la main ou à se donner la bise. D'eux-mêmes, les organisateurs de manifestations s'interrogent sur l'opportunité d'annulations préventives.

Autant que nous pouvons en juger, les mesures fédérales semblent proportionnées et paraissent réfléchies: renoncer de fermer les écoles évite de surcharger les grands-parents, ce qui les fatiguerait et les rendrait encore plus réceptifs qu'ils ne le sont déjà à une maladie facilement véhiculée par les enfants; l'interdiction des manifestations de plus de mille personnes a, avant tout, pour fonction d'éviter que ne soit perdue la trace de la chaîne de contamination. Que ces décisions paraissent fondées les rend acceptables.

Il faut saluer cela: lors de sa conférence de presse du 28 février, Alain Berset a rappelé que, si la Confédération a pris des mesures contre le coronavirus, ce sont bien les cantons qui sont au cœur du dispositif. Il est fondamental qu'ils demeurent entièrement libres de prendre des mesures plus drastiques s'ils devaient les juger nécessaires. Mauro Poggia, sur le plateau d'Infrarouge, expliquait que l'intervention fédérale avait été sollicitée par les cantons. Voilà de la vraie subsidiarité.

Le fédéralisme révèle pour l'instant dans cette crise une autre de ses vertus, difficilement démontrable hors d'une situation concrète. Les médias publient régulièrement une carte de la Confédération montrant les statistiques de contamination, de décès et de guérison. Cette carte dégage l'impression que la situation est maîtrisable. Les épidémiologistes parlent eux-mêmes d'une stratégie de *containment*, contention. Les frontières cantonales jouent ici plus qu'un simple effet rassurant. Bien sûr, les virus parviennent à les franchir, en tout cas tant que des échanges intercantonaux ont lieu. Mais ces frontières ont l'immense mérite d'accentuer le fait que, sur un petit territoire précisément délimité sur une carte, nous partageons tous le même sort.

Une épidémie appelle à des comportements de solidarité, ne serait-ce que passive: ne pas sortir si l'on se sent malade, ou se laver souvent les mains pour ne pas être un vecteur. L'interdépendance biologique des agents, vecteurs ou infectés, est renforcée par l'interdépendance culturelle des citoyens. La proximité des autorités ayant pris la décision facilite la soumission à la mesure.

Les habituels appels à la centralisation ne se font pour l'heure pas entendre. Personne n'affirme que Berne ferait absolument mieux que les cantons. Dans cette gestion de crise toute faite d'orfèvrerie, de proximité et de responsabilité collective, la centralisation serait la pire erreur à commettre.

Félien Monnier

Occident express 52

Sa mort avait pris Belgrade par surprise. Il avait beau avoir 85 ans, sa vitalité le rendait immun à une éventuelle disparition. Etant l'un des artistes serbes les plus établis au-delà des frontières, son départ déclencha une véritable émotion nationale à laquelle un hommage solennel devait permettre de donner forme. Un jour avant son inhumation, une cérémonie à l'hôtel de ville de Belgrade fut donc organisée. Nous nous sommes retrouvés dans la pièce principale de ce qui fut une aile du Palais royal, un grosse maison néo-classique des années 1880 ornée de vitraux retraçant le chemin de croix des partisans communistes durant la Seconde guerre mondiale. Quelques rangées de fauteuils mal assurés et effilochés avaient été alignés, un écran faisait défiler des portraits de l'artiste pendant que des employés de l'hôtel de ville nous rangeaient au petit bonheur la chance. A côté du pupitre un ingénieur technique, en t-shirt et sandales, s'affairait sur ses machines. Le Premier ministre est entré avec sa suite, personne n'y a fait attention. On l'a assise au premier rang, potiche de luxe, silencieuse et inutile. Lorsque la famille du défunt a fait son entrée, on nous a priés de nous lever. Après la minute de silence syndicale, nous avons dû ensuite écouter un enchaînement de quatre discours, le dernier seulement empreint d'une gratitude sincère. Et puis nous sommes partis, non sans avoir serré les mains des membres de la famille en ordre totalement dispersé dans le hall central. Pour rendre

hommage à un artiste qui a considérablement contribué à faire connaître son pays dans les cercles les plus exigeants de l'art mondial, on a hâtivement rassemblé quelques huiles, on a branché un micro, et puis on est parti. Ni orchestre, ni remise de décoration, aucun drapeau, aucun sens de la gravité de l'occasion. Ma voisine, une star locale de la chanson, a passé ses 45 minutes de présence sur son smartphone, à faire des selfies et à répondre à des commentaires sur Facebook. Une bonne vingtaine de gens n'avaient certainement pas été invités. Depuis le temps je sais les reconnaître, ils font partie des meubles à chaque occasion, certains d'entre eux proches de la clochardisation, à moitié déments, errant dans cette assemblée comme le fantôme d'une solennité défunte. La Serbie rejoint la Suisse sur ce point: l'absence complète de sens du protocole, c'est-à-dire du sens de l'Etat. Même si ce sont pour des raisons tout à fait distinctes dans ces deux cas, le résultat est le même et laisse songeur. Les Suisses comme les Serbes sont puissamment cocardiers, ils professent volontiers un patriotisme vitupérant, surtout sur les questions sportives et d'immigration. Mais lorsqu'il s'agit de célébrer leur appartenance commune ou de célébrer ceux qui l'ont matérialisée, les Suisses comme les Serbes deviennent tout maladroits, presque honteux, comme s'ils avaient malgré tout bien compris qu'en ce qui concerne la puissance et le prestige de l'Etat, on peut circuler.

David Laufer

Crypto, la Guerre froide et l'ombre de l'Oncle Sam

La Commission Bergier, instituée par le Conseil fédéral pour faire toute la lumière sur l'affaire des fonds en déshérence, et dont le rôle a été étendu à l'étude de la politique d'asile et des relations économiques entre la Suisse et le III^e Reich, va-t-elle faire des émules? On ne saurait l'exclure au vu de l'ampleur prise par l'affaire Crypto AG, du nom de cette entreprise de Zoug contrôlée par la CIA et le BND qui vendait à des dizaines de pays des machines truquées permettant aux Etats-Unis et à l'Allemagne de déchiffrer les messages codés émis par les acquéreurs; au vu, aussi, des questions légitimes que l'on peut se poser sur la pratique de la neutralité suisse pendant la Guerre froide.

Qui savait quoi? C'est souvent la seule question que se posent les «médias de grand chemin» (© Slobodan Despot) qui suivent cette affaire. Il faudra bien sûr attendre la publication du rapport de la commission désignée par le Parlement pour connaître le fin fond de l'affaire et désigner d'éventuels «coupables». Pour l'heure, les magistrats du «Grand Vieux Parti» en prennent plein la figure et il est piquant de voir le Genevois Christian Lüscher, ex-libéral pur sucre, devoir monter au créneau pour défendre l'ancien conseiller fédéral radical Kaspar Villiger et ses collaborateurs radicaux de l'époque.

A l'opposé de ce programme minimaliste, l'historien Luc van Dongen envoie du lourd. Dans une chronique du *Temps* (21 février), il ne propose rien de moins que la formation d'une commission d'historiens pour obliger la Suisse à «regarder tout son passé en face». Le but de l'opération «serait d'explorer et de mettre en relation tous les accomplissements obtenus par

les Américains dans les différents domaines stratégiques». Et de citer péle-mêle la participation de la Suisse à la restriction du commerce avec l'Europe de l'Est, l'insertion informelle dans l'OTAN comme la création de l'armée secrète P-26, l'implication des Suisses dans le Congrès pour la liberté de la culture comme dans l'European Association for American Studies, l'instrumentalisation de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Jacques Freymond comme celle de la gauche non-communiste (Lucien Tronchet), les accointances de certains grands journalistes suisses avec le renseignement anglo-saxon, l'infiltration des milieux estudiantins helvétiques comme le rôle des Suisses dans certaines entreprises académiques à forte connotation idéologique et, cerise sur le gâteau, la générosité manifestée par les fondations américaines à l'égard de certains intellectuels et artistes suisses, tels Max Frisch, Franck Jotterand, Bertil Galland ou François Masnata. Nul doute que notre ami Bertil Galland appréciera de se retrouver cité en compagnie de Max Frisch mais, grands dieux, que vient-il faire dans cette galère?

Si l'on veut examiner les relations de la Suisse avec l'Empire américain et notre pratique de la neutralité pendant la Guerre froide, sujet qui a déjà fait l'objet de plusieurs publications, il faudrait commencer par distinguer les initiatives de caractère étatique, comme «l'insertion informelle dans l'OTAN» (qui constitue un vrai problème, a fortiori depuis la dissolution du Pacte de Varsovie et la guerre des Balkans), des initiatives privées ou strictement individuelles. Le fait de décrocher une bourse du Commonwealth Fund Fellowships, comme ce fut le cas du jeune Bertil, paraît bien innocent quand on sait qu'il s'agit-là d'une des premières fondations créées par une femme philanthrope, Anna Harkness, avec comme but de «faire le bien de l'humanité»; une fondation plus que centenaire qui a financé la construction d'innombrables hôpitaux et jusqu'aux études d'un futur Prix Nobel.

Quant à l'«implication des Suisses dans le Congrès pour la liberté de la culture», parlons-en: lancé à Berlin-Ouest en 1950, ledit Congrès avait pour thème «la liberté contre le totalitarisme» et se voulait une réponse

au Congrès mondial des intellectuels pour la paix de Wrocław (1948) et du Congrès mondial des partisans de la paix de Paris (1949). Des personnalités aussi respectables que Karl Jaspers, Jacques Maritain, Raymond Aron, Arthur Koestler, rédacteur d'un *Manifeste aux hommes libres*, y avaient participé. Le Congrès, dont Denis de Rougemont avait pris la direction dès 1951, essaima dans trente-cinq pays. Il lutta contre tous les totalitarismes. *Preuves*, une revue culturelle francophone à la ligne éditoriale qu'on pourrait qualifier aujourd'hui de libérale de gauche et atlantiste, vit le jour à Paris en mars 1951. Dirigé par le journaliste suisse François Bondy, en collaboration avec Raymond Aron et avec l'active participation de Rougemont, ce mensuel issu du Congrès s'était fixé pour but de «défendre et illustrer la liberté la plus gravement menacée dans notre siècle: celle de la réflexion critique et créatrice, rebelle aux propagandes et aux mots d'ordre partisans». *Preuves* réunit les signatures de tout ce qui comptait alors dans la lutte contre les totalitarismes, de Hannah Arendt et de Raymond Aron à Simone Weil en passant par Emmanuel Berl, Aldous Huxley, Bertrand de Jouvenel, Annie Kriegel, Gabriel Marcel, Thierry Maulnier et David Rousset. Au nombre des collaborateurs suisses figuraient, outre Denis de Rougemont, Pierre Courtion, Jeanne Hersch, Marcel Raymond, Jean Starobinski et plusieurs collaborateurs de la *Gazette de Lausanne*, notamment Jean Dumur, Charles-Henri Favrod, Armand Gaspard, Franck Jotterand et Laszlo Nagy. En 1966-67, patatras! On apprend d'abord que le Congrès pour la liberté de la culture a été créé par un agent de la CIA, Michael Josselson, puis qu'il reçoit de l'argent de cette même CIA par le biais de 170

fondations-écrans. C'est le début de la fin pour *Preuves*, qui va rapidement se saborder.

Né d'une initiative strictement privée, sans lien direct avec la Confédération, le Congrès pour la liberté de la culture était donc de surcroît une entreprise hors-sol. Pendant ce temps, les deux principales organisations anticommunistes créées en Suisse, le Comité suisse d'action civique (CSAC) de Marc Chantre, initialement présidé par le colonel Roger Masson, et l'Institut suisse de recherche sur les pays de l'Est (ISE), dirigé par Peter Sager, exerçaient leurs activités sans toucher un dollar de la CIA. Les abonnements au *Bulletin national d'information* en Suisse romande, ceux au *Klare Blick* (devenu *Zeitbild*) en Suisse allemande, étaient pour eux une source de financement non négligeable. Le CSAC bénéficiait aussi des largesses de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES), alors dirigée par Raymond Déonna, alors que l'ISE avait le soutien de mécènes et d'entreprises alémaniques. Lorsqu'Interdoc Network, créé aux Pays-Bas en 1963, proposa de collaborer avec l'ISE, Peter Sager s'y opposa résolument, sachant que ce réseau était financé par la CIA. Et lorsque, dans les années soixante, la SDES décida de lui couper ses crédits, le CSAC dut se résoudre à rendre les armes.

Puissent les futurs historiens de la Guerre froide tenir compte de ces quelques données dans leur analyse de l'ingérence américaine en Suisse, et «rendre intelligible chaque homme non par rapport à nous, mais par rapport à ses contemporains», selon la saine méthode préconisée par Lucien Febvre, cofondateur de l'École des Annales avec Marc Bloch.

Jean-Philippe Chenaux

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Programme des Entretiens du mercredi

Le programme des Entretiens du mercredi continue.
Nous nous réjouissons vous y retrouver!

Prochains rendez-vous:

- 18 mars:** L'usage des ressources d'énergies «vertes», avec M. Guillaume Gros.
- 25 mars:** Les blockchains, avec M. Jean-François Pasche.
- 1^{er} avril:** Histoire vaudoise, un survol, avec Mme Corinne Chuard et M. Olivier Meuwly.

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.

www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

Un virus plus ou moins accentué

L'auteur de la présente rubrique aurait bien voulu obtenir une dispense de rédaction pour cause de coronavirus. Puis il s'est ravisé, en se souvenant que *rire c'est bon pour la santé*.

le seul domaine où le suisse allemand rend la transmission plus aisée – référence, sans doute, à l'usage potentiel du haut valaisan pour crypter avec une sécurité absolue les conversations de l'armée.

LE COIN DU RONCHON

Mais est-ce vraiment le cas... avec l'accent suisse allemand? Le professeur Beda Stadler, ancien directeur de l'Institut de virologie et d'immunologie de l'Université de Berne, a en effet affirmé dans la presse «que le suisse allemand, avec ses sons gutturaux, induit un risque supplémentaire» en matière de transmission du coronavirus (24 heures du 4 mars dernier). Les mauvaises langues (de langue française) ajoutent perfidement que c'est bien

Cela étant, le professeur Stadler n'a pas parlé de l'accent suisse allemand, dont on ignore a priori à quel point il peut être contagieux. Mais si l'on considère la rapidité avec laquelle le «rire c'est bon pour la santé» de notre ancien ministre de l'économie s'est répandu dans le monde, et le nombre de personnes qui sont mortes de rire en l'entendant, on est en droit de s'inquiéter.

A contrario, et pour être équitablement moqueur, on pourrait abondamment disserter sur les raisons pour lesquelles aucun virus actif et virulent n'a jamais pu se transmettre par l'accent vaudois... mais le présent journal n'est peut-être pas le meilleur endroit pour en parler.